



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 06 mars 2024**  
(Convocation du 21 février 2024)

Aujourd'hui, le 06 mars 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	7 7
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	7 7	
Contre		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Convention cadre de connaissance des infrastructures des collectivités publiques avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes (CDG40)**

**Exposé des motifs :**

Sur la base des connaissances acquises des infrastructures des collectivités landaises adhérentes aux différents projets du service « Marchés publics et groupements de commandes » du CDG40, ce dernier a développé un éventail d'expertises techniques et juridiques qui permet de fournir un service public étendu : analyse et optimisation des coûts de fonctionnement des bâtiments et espaces publics, collecte de données dans le domaine du spectre thermique à des fins de recherche de performance énergétique, collecte de données par drone dans des zones difficilement accessibles par les agents des collectivités, etc.

Ces expertises s'appuient sur un programme de formation de ses agents initié dès 2017 par le CDG40 et qui leur ont permis d'acquérir les qualifications et formations suivantes : formation pour la réalisation des diagnostics de performance énergétique sur les logements et les bâtiments tertiaires, formation sur l'insalubrité et logements indignes, pilotage de drones et exploitation de photogrammétrie.

En vertu de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le centre de gestion des Landes a mis en place une mission d'aide administrative et de numérisation de données visant à aider les collectivités affiliées ou non affiliées du département des Landes relative à la gestion des infrastructures gérées en propre ou déléguées.

Dans le cadre de ses missions, l'établissement public territorial de bassin Institution Adour est chargé d'intervenir en qualité de chef de file mais aussi de maître d'ouvrage. Ses missions impliquent notamment, pour les agents de l'Institution Adour, d'assurer la gestion et la protection des milieux aquatiques, de la ressource en eau et le risque crue inondation ainsi que la réalisation de missions de contrôle, d'évaluation, de numérisation et d'archivage des informations sur l'eau. Ces missions sont réalisées sur un environnement de travail propre au périmètre d'intervention de l'Institution Adour : lit de l'Adour et ses affluents, berges, accotements, ouvrages en lit mineur et lit majeur, ...

Vu les statuts de l'Institution Adour approuvés par délibération n°2022\_CS\_28 du 15 septembre 2022 et notamment ses compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations,

Vu l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant les besoins de l'EPTB en matière de surveillance et de gestion des ouvrages de protection contre les inondations et de connaissance des crues sur son territoire de compétence,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes du projet de convention établi avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer la convention-cadre et à prendre toutes décisions relatives à son exécution.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 06 mars 2024 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

Paul CARRÈRE

## **CONVENTION-CADRE**

### **« CONNAISSANCE DES INFRASTRUCTURES DES COLLECTIVITES PUBLIQUES »**

*Entre les soussignés :*

L'établissement public territorial de bassin Institution Adour représenté son Président Paul CARRERE, agissant en vertu d'une délibération du comité syndical en date du 6 mars 2024.

*Et,*

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes (CDG 40) représenté par sa Présidente, Jeanne COUTIERE, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du ;

**Vu** l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

*Il a été convenu ce qui suit :*

#### **ARTICLE 1 - CONTEXTE**

**Pour ce qui concerne l'établissement public territorial de bassin Institution Adour :**

Constituée en 1978 entre les quatre Départements du bassin de l'Adour avec la vocation de conduire des opérations d'aménagement hydraulique sur le bassin de l'Adour, l'Institution Adour est devenu établissement public territorial de bassin (EPTB) en 2007.

Transformé en syndicat mixte ouvert en 2017, et après adhésion de plusieurs collectivités intéressées à la gestion coordonnée et durable de l'eau dans sa dimension « grand cycle », l'Institution Adour compte actuellement parmi ses membres les quatre Départements, vingt-cinq EPCI-FP, neuf syndicats de sous-bassins versants et une Région, et conduit pour leur compte différentes missions ayant trait notamment à la gestion intégrée de la ressource en eau, la préservation de la biodiversité, la prévention des inondations...

Pour la conduite de certaines missions, relevant de la surveillance d'ouvrages intéressant la sécurité publique (digues de réservoir de soutien d'étéage ou digues de protection contre les inondations), du suivi d'opération (restauration de champs d'expansion de crues, recharge sédimentaire du fleuve,...) ou de la collecte de données (cartographie des inondations), l'Institution Adour est intéressée pour conduire en partenariat avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale, une collaboration avec le centre de gestion de la fonction publique des Landes visant à utiliser des techniques d'acquisition de données au moyen d'un drone.

**Pour ce qui concerne le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes :**

En vertu de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le centre de gestion des Landes a mis en place une mission d'aide administrative et de numérisation de données visant à aider les collectivités affiliées ou non affiliées du département des Landes relative à la gestion des infrastructures gérées en propre ou déléguées.

Depuis une délibération en date du 10.11.2017, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a consisté dans un premier temps à créer un groupement de commandes pour accompagner les collectivités adhérentes dans la gestion des infrastructures publiques (ERP, IOP, infrastructures publiques) qui sont également des lieux de travail des agents de la fonction publique territoriale et répond à un besoin de santé et sécurité professionnelles

Cette mission de service public a pour objectif, d'une part, d'aider à sécuriser les conditions et l'environnement de travail des agents publics et répondre aux exigences de prévention, de santé et sécurité de ces derniers. D'autre part, d'accompagner les collectivités à répondre favorablement aux contraintes légales en matière de sécurité. Aujourd'hui, cette mission permet d'accompagner plus de 90 communes et autres personnes publiques pour un parc immobilier de plus de 845 infrastructures.

Au cours de ces missions, le service marchés publics/groupements de commandes du CDG40 d'une part, emploie des matériels et équipements de contrôle et de captation de données techniques visant à numériser plusieurs séries d'informations et de communication qui permettront ensuite aux collectivités de répondre aux mieux à leurs contraintes légales et réglementaires en matière de sécurité et d'environnement sur leur territoire. D'autre part, il réalise en sus plusieurs types de tâches administratives liées à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

L'élaboration et la mise en œuvre de cette assistance s'appuie sur les compétences et expertises propres à chaque agent du service qui sont tous agréés ou diplômés pour cela : conseil juridique, conseils sur les règles de construction et de sécurité propres à la gestion des ERP, analyse des performances énergétiques, salubrité des bâtiments, prises de données par drone, photogrammétrie, thermie et autres. Ces expertises permettent aujourd'hui d'apporter une aide aux collectivités locales.

**ARTICLE 2 - CONTEXTE DE LA PRESENTE CONVENTION**

Dans le cadre de ses missions, l'établissement public territorial de bassin Institution Adour est chargé d'intervenir en qualité de chef de file mais aussi de maître d'ouvrage.

Ses missions impliquent notamment, pour les agents de l'Institution Adour, d'assurer la gestion et la protection des milieux aquatiques, de la ressource en eau et le risque crue inondation ainsi que la réalisation de missions de contrôle, d'évaluation, de numérisation et d'archivage des informations sur l'eau. Ces missions sont réalisées sur un environnement de travail propre au périmètre d'intervention d'Institution Adour : lit de l'Adour et ses affluents, berges, accotements, ouvrages en lit mineur et lit majeur, ...

La présente convention a pour vocation d'établir les modalités du partenariat entre l'EPTB et le CDG 40 pour le recours à l'acquisition de données au moyen d'un drone pour la conduite d'opérations listées ci-après, réalisées par l'Institution Adour.

Les techniques utilisées et/ou développées par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes pourront par la suite être proposées aux collectivités landaises.



### **ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser le cadre de cette collaboration conduite par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes et l'Institution Adour

### **ARTICLE 4 – PLANNING - REALISATION DE LA MISSION**

Les missions envisagées consistent à utiliser le drone pour :

1. La surveillance d'ouvrages de protection contre les inondations (talus, érosions internes et externes, sous-cavements, ...) :
  - La surveillance de la digue de protection contre les inondations « Maisonnave – RD10 » sur les communes de Vicq-d'Auribat, Saint-Jean-de-Lier, Onard, Gousse,
  - La surveillance des systèmes d'endiguement de Grenade-sur-l'Adour et Larrivière-Savin,
2. Le suivi de sites sensibles dans le cadre de la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour
  - Le suivi des opérations de reconnexion de champ d'expansion de crue et de rechargement sédimentaire,
  - Le suivi de l'évolution des méandres de l'Adour voire de la bathymétrie sur le secteur de l'Adour moyen,
  - Le suivi de l'évolution du lit de l'Adour sur le secteur de l'Adour moyen
3. La récolte de données en période d'inondation au droit des secteurs à enjeux (hauteur d'eau, emprise de la zone inondée, enveloppe de crue),

Les actions nécessitant des relevés dont la fréquence est connue et pré-établie sont les suivantes :

Site	Mission	Fréquence	Début - Fin	Temps nécessaire estimé d'intervention du CDG40
Visite de surveillance programmée annuelle de la digue MRD10	1	1 fois par an	Printemps 2024 – Automne 2025	1 jour / an (prise de vue) + 1 jour (traitement)
Visite de surveillance programmée annuelle des digues de Grenade-sur-l'Adour et Larrivière-Savin	1	1 fois par an	Printemps 2024 – Automne 2025	0,5 jour / an (prise de vue) + 1 jour (traitement)

Les actions dont les relevés sont conditionnés à un évènement (crue) dont les caractéristiques et la fréquence sont imprévisibles sont les suivantes :

Site	Mission	Période potentielle	Déclenchement de l'intervention – période d'intervention	Temps nécessaire à la prise de vue
Ouvrages de protection des inondations	3	Octobre à juin	Pic de crue - décrue	2 jours de prise de vue
Sites sensibles dans le cadre de la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour	2	Octobre à juin	Pendant la crue (délai de prévenance proche de 0)	1 jour minimum



## **ARTICLE 5 – MOYENS**

### **a) Les moyens mis à disposition par le CDG 40**

- Ressources humaines :
  - Un agent breveté drone, formé et déclaré auprès de la DGAC ;
  - Un ingénieur ;
  - Un juriste.
- Ressources matérielles :
  - Un drone DJI Mavic 2 Pro et un logiciel de traitement des données Pix4D pour la photogrammétrie ;
  - Un sondeur bathymétrique et un logiciel de traitement des données bathymétriques.

### **b) Les moyens mis à disposition par Institution Adour**

- Un ingénieur tenant le rôle de coordonnateur ;
- Un technicien intervenant en accompagnement de l'opérateur pour l'accès aux infrastructures ;

## **ARTICLE 7 – NATURE DE LA CONVENTION**

Il échoit à Institution Adour de solliciter le service Marchés publics/Groupements de commandes du CDG40 à chaque fois que cela est nécessaire pour la réalisation de l'objet de la présente convention.

Annexée à la présente et autant que cela est possible, les parties conviendront, dès la signature, de la planification des tâches à accomplir et des délais de restitution pour chaque année que couvrira la convention.

Cette planification tiendra compte des missions prévisibles. Les parties pourront convenir de nouvelles missions en cours d'exécution.

## **ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION**

Les missions confiées par Institution Adour devront être réalisées sur une période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2025. Soit une durée de 24 mois.

Elle pourra être renouvelée par simple accord des parties.

## **ARTICLE 7 – RESPONSABILITE**

Dans le cadre de la présente convention, l'ensemble des intervenants sont couverts et garantis par les contrats d'assurance souscrits par le CDG 40 (responsabilité civile, risques statutaires et autres...) ou par l'Institution Adour en couverture de leurs propres agents.

Ces contrats d'assurance garantissent également les risques de toute nature pouvant être occasionnés par ces personnels dans le cadre de leur mission au sein des collectivités.

## **ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES**



Pour l'année 2024, le coût d'une demi-journée d'intervention est fixé à 350 € et son plafond à 6 000 €. est établi.

ID : 040-254002264-20240306-240306H2017H1-DE

En fin d'année, le centre de gestion de la fonction publique des Landes établira une facture sur la base des missions réalisées pour l'Institution Adour dans le cadre de cette convention.

L'Institution Adour procédera au versement annuel sur présentation de cette facture faisant état de l'état réel des missions réalisées au cours de l'année écoulée.

Fait à Mont-de-Marsan, le

La Présidente du CDG 40,

Le Président d'Institution Adour,

projet